

**Le R. D. A. au  
pied du mur**

p. 4

# LA VÉRITÉ DES TRAVAILLEURS

PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE SECTION FRANÇAISE DE LA 4<sup>e</sup> INTERNATIONALE

N<sup>o</sup> 60. — 1<sup>re</sup> QUINZ. — AVRIL 1957

BI-MENSUEL : 30 fr.

## OFFENSIVE OUVRIÈRE

# CONTRE LES TORTIONNAIRES

Après que des milliers d'Algériens aient été torturés parfois à mort par les policiers et les troupes de « pacification », après que le « suicide » de Maître Ali Boumendjel, vienne corroborer tragiquement les témoignages du dossier de Jean Muller et des rappelés, « les démocrates qui composent le gouvernement » (c'est ainsi qu'il se nomment eux-mêmes dans leur communiqué du 5 avril) ont décidé la création, auprès du Ministre résidant, Robert Lacoste, d'une « commission permanente de sauvegarde des droits et des libertés individuelles ». Sans même insister sur le cynisme qui consiste à parler des « droits et des libertés individuelles » des Algériens de la part d'un gouvernement qui dirige contre eux la guerre la plus atroce, il n'est que de lire les attributions de cette commission pour comprendre son véritable caractère.

En effet, s'il est signalé qu'elle aura à connaître de « l'éventuelle réalité des abus signa-

lés », il est surtout insisté sur son rôle dans la recherche du « caractère calomnieux ou systématiquement exagéré de certaines informations ». Quant à ses pouvoirs, au cas « éventuel » où elle découvrirait tout de même certains abus, il est seulement indiqué qu'elle devra « être informée de la suite donnée à ses avis et des conclusions des enquêtes et informations qui en résulteront ». C'est-à-dire que si elle soupçonnait « éventuellement » qu'un interrogatoire est mené avec les procédés qu'ont eu à connaître Maître Ali Boumendjel, Evelyne Lavalette ou autres, et qu'un nouveau cadavre sorte des mains des parachutistes, un faire-part lui serait immédiatement envoyé!

Avant que les « démocrates qui composent le Gouvernement » ne s'émouvent au point de créer une telle commission-bidon, le caractère révoltant des méthodes de répression utilisées par l'armée venant en aide à une police débordée pour

tenter de mater la guerre de libération de tout un peuple, était apparu si clairement que des personnalités de la bourgeoisie elle-même réagissent, comprenant que l'emploi de telles méthodes était le symptôme le plus évident, l'aveu le plus cynique, que la « pacification » n'est qu'un bluff, et que pour maintenir son pouvoir colonialiste la bourgeoisie française est de plus en plus poussée vers la guerre totale contre le peuple algérien. La démission de l'ancien ministre gaulliste Capitant, celle du général de Bollardière, les protestations du bâtonnier de l'ordre des Avocats de Paris, M<sup>re</sup> René-William Thorp, celle enfin du doyen de la Faculté de Droit d'Alger, Jacques Peyrega se sont succédées. Et c'est une étrange situation que celle où les protestations de ces bourgeois prennent une telle résonance

Simonne MINGUET.

(Suite à la dernière page)

## RÉORGANISATION BUREAUCRATIQUE EN U.R.S.S.

Nous ne disposons pas encore de l'ensemble des thèses de Krouchtchev sur la réorganisation de l'économie soviétique. Nous nous réservons donc de revenir ultérieurement sur leur contenu quand nous le connaîtrons en détail. Mais, dès à présent, avec ce qui est déjà connu, et compte tenu de ce qu'on sait depuis plusieurs années sur les problèmes de l'Union soviétique, il n'est pas difficile de comprendre le sens profond des changements envisagés, leurs raisons et... les problèmes qui resteront à résoudre, en dépit de la réorganisation entreprise.

Tout d'abord, si ces thèses sont soumises à une discussion publique qui risque de n'être que purement formelle (étant donné que le cadre en est étroitement limité sous la forme de mesures administratives), elles révèlent cependant qu'il y a des divergences aux sommets. Annulant purement et simplement les décisions sur la planification prises il y a moins de deux mois, les divergences entre dirigeants portent sur la structure de l'économie et pas seulement sur les problèmes internationaux, ce que Tito avait révélé.

Quel est l'un des problèmes fondamentaux que les thèses actuelles prétendent résoudre? La planification suppose évidemment une centralisation de l'économie: il y a lieu de définir les grandes lignes de la production et de la répartition du produit national (investissements, consommation, proportions entre les diverses branches de l'économie...). Mais la réalisation de la planification ne peut être centralisée à l'extrême; au contraire elle suppose la plus grande initiative à la base pour accomplir le plan.

Toutefois, dans sa structure des années écoulées, la planification était avant

tout marquée par une centralisation extrême. Il y avait à cela des causes diverses; d'une part, elle avait commencé dans un pays très peu industrialisé, et presque toute l'impulsion était venue du centre. (Dans le livre de Weissberg « l'Accusé », l'auteur souligne le rôle décisif joué par Piatakov dans la création de l'industrie lourde presque à partir de zéro). D'autre part, c'est sous la bureaucratie que la planification s'est effectuée et celle-ci lui a donné ses traits hiérarchiques, sa centralisation presque absolue.

Mais le développement de l'économie soviétique qui a, dans tous les domaines, miné le pouvoir bureaucratique, l'a fait sur le plan de l'économie au moins autant que sur tous les autres. Tant qu'il fallut seulement créer et gérer un nombre restreint d'entreprises, une direction centralisée à Moscou, tout en gênant l'initiative à la base, contribuait quand même à sa façon à diriger les forces productives dans le sens de leur développement. Mais, l'économie soviétique est parvenue à un stade tel qu'aucune direction centrale, fut-elle composée de génies réels (et non arbitrairement décrétés), ne peut en assurer la gestion dans les détails souvent les plus petits. Les thèses de Krouchtchev le reconnaissent presque explicitement. La direction centralisée, décidant de tout, ne laissant sur place que des tâches d'application, est devenue un frein absolu au développement des forces productives.

Déjà en 1952, au 19<sup>e</sup> Congrès, Malenkov avait donné des exemples d'em-

Pierre FRANK.

(Suite à la dernière page)